

LE DG D'ARCELORMITTAL EL-HADJAR :**«Rien ne se fera sans l'association du partenaire social»**

Toute initiative visant un redéploiement ou une réduction d'effectifs dans le cadre d'un plan social ne sera entreprise sans l'association du partenaire social, représenté par le syndicat et le comité des participations de l'entreprise, a affirmé le directeur général du complexe sidérurgique d'El-Hadjar (Annaba), M. Vincent Le Gouic, en réponse à la menace de grève brandie par le partenaire social suite à des informations circulant à l'intérieur du complexe faisant état d'une volonté de compression de 1 500 travailleurs.

Dans une conférence de presse tenue jeudi après-midi au siège de la direction du complexe, M. Le Gouic, tout en précisant qu'il est du devoir de la direction de sauvegarder l'avenir du complexe par l'introduction d'un plan de restructuration, sans le lier toutefois à une date précise, estime que la direction n'a jamais caché que l'approche la plus favorable serait le départ volontaire ou à la retraite avec la préservation des droits des travailleurs.

«Cette option nous permettra d'atteindre les objectifs tracés conjointement avec le partenaire social lors des dernières négociations de juillet 2009, visant une production de 290 tonnes d'acier par travailleur à l'horizon 2010 au lieu des 150 tonnes actuellement», précise la même source. Ces chiffres constituent, selon Le Gouic, la plus faible productivité du groupe.

Dans la perspective d'une stagnation de la production à cette hauteur, le

dossier du départ volontaire sera inévitablement soumis à la discussion avec le partenaire social, fait savoir l'intervenant. Abordant les perspectives de développement de l'entreprise, M. Le Gouic fera part des investissements nécessaires à la réfection des hauts fourneaux qui interviendra à l'horizon 2013/2014 et dont le coût est estimé à environ 100 millions d'euros.

Le premier responsable de l'usine d'El-Hadjar a également relevé le problème posé par la vétusté de la coquerie qui fournit la matière nécessaire aux besoins des hauts fourneaux. Cette unité, dont la durée de vie est arrivée à sa limite et qui emploie 300 ouvriers, pré-

sente un danger industriel et environnemental, avec la possibilité d'explosions aux conséquences graves, comme dûment confirmé par des experts étrangers.

Selon M. Le Gouic, cette unité doit impérativement être mise en veilleuse lors des prochaines semaines et l'avenir de son personnel sera décidé d'un commun accord avec le partenaire social.

Enfin, M. Le Gouic a tenu à louer le rôle du partenaire social de l'entreprise, à savoir aussi bien le syndicat que le comité de participation, pour la maturité et dévouement de ces derniers pour la préservation de l'outil de production dont, a-t-il souligné, le développement



Le patron mondial d'ArcelorMittal, Lakshmi Mittal.

et la pérennité ne peuvent être que bénéfiques pour tous, employés et patronat.

A. Bouacha

TRANSPORT**Les syndicats affiliés à l'UGCAA se réuniront le 12 octobre prochain**

Par le biais de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, les transporteurs précisent, dans un communiqué, qu'au vu des activités et déplacements importants attendus à l'occasion de la rentrée sociale, ils ne prévoient aucune action de protestation pour les prochains jours.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - L'Ugcaa annonce, en outre, qu'une réunion avec le ministre des Transports et des cadres du secteur a eu lieu le mois dernier et a concerné l'organisation de l'activité et de la promotion du service public.

Les syndicats des transporteurs rappellent toutefois que leur activité connaît des difficultés au quotidien, qui n'ont toujours pas trouvé de solution.

Le président de la commission nationale des transporteurs, M. Kamel Bouhenaf, évoque ainsi la nécessité d'une révision du système fiscal.

Les transporteurs demandent aussi des facilités en vue du renouvellement du parc national de véhicules de transport. Ils attirent également l'attention de la tutelle sur l'état déplorable dans lequel se trouvent les stations de trans-

port et demandent leur réhabilitation.

Par ailleurs et en vue d'une réorganisation des activités de transport, l'Union générale des commerçants et artisans algériens annonce que les responsables des sections de transporteurs et les chauffeurs de taxi, ainsi que les responsables des auto-écoles, se réuniront dans le cadre d'une rencontre de coordination le 12 octobre prochain.

Au menu de cette réunion, selon la commission des transporteurs, la préparation du dossier relatif aux revendications des transporteurs. Il s'agira

aussi, selon le syndicat, de la promotion et l'amélioration des services offerts par le secteur des transports.

Les problèmes soulevés au cours de ces dernières années concernent notamment le manque de places de stationnement dans les stations urbaines, la non-conformité et la vétusté du parc roulant, ainsi que l'attribution anarchique de lignes de transport.

Les transporteurs ont par ailleurs et a plusieurs reprises expliqué que 60 % des véhicules de transport ont plus de 10 ans d'âge.

F.-Z. B.

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ À PROPOS DE L'INSTALLATION DE NOUVELLES OFFICINES :**«Il n'y a eu aucune dérive»**

Trois mois après la promulgation de la circulaire relative à l'installation de nouvelles officines, le ministère de la Santé rompt le silence. «Il n'y a eu aucune dérive et encore moins de violation de la loi», a rapporté le chargé de communication auprès de ce département ministériel, M. Belkessam.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - «On continue à appliquer la circulaire et l'Ordre des pharmaciens a compris que le ministère de la Santé était dans son bon droit», a affirmé le représentant du ministère. Effectivement, l'Ordre des pharmaciens, qui a longtemps décrié les autorisations de complaisance délivrées par le ministère de la Santé pour l'installation de nouvelles officines, semble avoir changé de ton. Un calme plat... Interrogé sur le caractère légal de ladite circulaire, notre interlocuteur a souligné que «le ministère ne peut élaborer un texte sans que celui-ci ait

un ancrage légal, et cette circulaire a un ancrage légal». M. Belkessam a précisé que l'Ordre des pharmaciens a des missions prévues par la loi, des missions conférées par l'Etat et qu'il met en conformité.

Le ministère de la Santé nie toute ouverture «illégal» de nouvelles officines en milieu urbain. Aucune autorisation de complaisance n'aurait été délivrée par ce département. Pourtant, le conseil national de l'Ordre des pharmaciens fait état de dizaines de cas d'ouverture d'officines pharmaceutiques qui l'opposent à l'administration.

C'est notamment le cas de la belle-fille d'un ancien ministre qui vient d'être autorisée à ouvrir une officine à côté d'un grand hôpital de la capitale. Une zone loin d'être enclavée. Il est à noter que seule l'ouverture de nouvelles pharmacies dans les zones enclavées est autorisée pour permettre aux populations de ces régions d'avoir un accès facile aux médicaments.

«S'il y a eu autorisation accordée pour l'ouverture d'une nouvelle officine dans la capitale, cela peut prêter à débat, sachant que seule l'autorité sanitaire peut autoriser l'ouverture de postes, et ce à l'exclusion de tout autre organe, y compris les organes consultatifs en la matière», nous a expliqué ce responsable.

Ce dernier estime que le ministère veille à ce que les services concernés des wilayas respectent la réglementation en vigueur. «Le ministère est intervenu à chaque fois que des dépassements ont été enregistrés», nous a assuré M. Belkessam.

La circulaire du ministère serait, selon ce même responsable, «confirmée et validée et ne souffre d'aucune contestation». Un texte «juridiquement légal» qui va dans le sens de la promotion de la santé publique, à l'exclusion de toute autre considération, conclut-il.

W. Z.

BOUIRA**Le tronçon d'autoroute Djebahia-Bouira fermé à la circulation pendant 10 jours**

Pour cause de travaux de bitumage de la troisième voie au niveau du tronçon d'autoroute situé entre le viaduc de Oued R'kham, dans la commune de Aïn Turk, et l'échangeur d'Oued D'hous, situé à la sortie sud de la ville de Bouira, le wali a pris la décision de fermer ce tronçon pendant 10 jours à partir d'aujourd'hui.

Après cette décision, la DTP, a informé que la déviation va s'effectuer au niveau de l'échangeur de Djebahia au PK177 pour emprunter de nouveau la RN5 sur une vingtaine de kilomètres jusqu'à la sortie sud de Bouira en passant par Aomar qui était considérée comme un cauchemar par les automobilistes tant les embouteillages étaient insupportables.

Ainsi, par cette décision, les usagers qui avaient un certain moment poussé un grand ouf après la déviation de la ville d'Aomar, devront revivre ce calvaire pendant quelques jours.

Pourtant, une autre solution est possible du moins pour les usagers venant de l'Est pour se rendre à Alger puisque une route relie la RN5 à l'autoroute au niveau de Zeboudja, dans la commune de Aïn Turk et permet d'éviter la ville d'Aomar. Espérons que les responsables de la DTP adopteront cette solution.

Y. Y.

Arrestation d'une bande de malfaiteurs lors du cambriolage d'un bureau de poste

Dans la nuit de mardi à mercredi derniers, les services de la BMPJ ont réussi à neutraliser une bande de malfaiteurs composée de quatre individus qui étaient en train de cambrioler le bureau de poste situé au niveau du quartier populaire de Krichiche dans la ville de Lakhdaria.

D'après des informations concordantes, vers minuit, les voisins qui ont entendu des bruits provenant du bureau de poste ont alerté la police. Quelques minutes plus tard, une patrouille de police est arrivée et a surpris en flagrant délit une bande composée de quatre éléments qui venaient juste de défoncer le mur arrière de cette poste.

Les quatre individus qui ont été conduits vers le siège de la Sûreté de daïra, ont été déferés le lendemain devant le procureur qui les a mis sous mandat de dépôt pour tentative de vol avec effraction.

H. M.